

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Envoyé en préfecture le 22/12/2020

Reçu en préfecture le 22/12/2020

Affiché le

SLO

ID : 026-212601983-20201222-20201221_118D-DE

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
Séance du 21 décembre 2020
Régulièrement convoqué le 14 décembre 2020

Le 21 décembre 2020 à dix-huit heures trente,

Le Conseil Municipal s'est réuni au Palais des Congrès Charles Aznavour sous la présidence de M. Julien CORNILLET,

Présents (es) : Mme Marie-Christine MAGNANON, M. Éric PHÉLIPPEAU, Mme Ghislaine SAVIN, M. Karim OUMEDDOUR, M. Jean-Michel GUALLAR, Mme Emeline MEHUKAJ, M. Cyril MANIN, Mme Fabienne MENOVAR, Mme Sylvie VERCHÈRE : Adjoints au Maire, Mme Danièle JALAT, M. Norbert GRAVES, Mme Anne BELLE, M. Jacques ROCCI, M. Philippe LHOTTELLIER, Mme Catherine MATSAERT, M. Vincent PERROUX, M. Julien DECORTE, M. Laurent CHAUVEAU, Mme Pauline CABANE, Mme Chloé PALAYRET-CARILLION, M. Dorian PLUMEL, Mme Demet YEDILI, M. Jean-Frédéric FABERT, M. Christophe ROISSAC, Mme Aurore DESRAYAUD, M. Karim BENSID-AHMED, Mme Cécile GILLET, M. Laurent MILAZZO, Mme Catherine AUTAJON, M. Laurent LANFRAY, Mme Patricia BRUNEL-MAILLET (arrivée à la 1.00)

Pouvoirs : Mme Sandrine MAGNETTE (pouvoir Mme Pauline CABANE), M. Chérif HEROUM (pouvoir M. Jacques ROCCI), Mme Florence VINENT (pouvoir Mme Catherine MATSAERT), Mme Vanessa VIAU (pouvoir M. Cyril MANIN), M. Jérôme BEAUTHÉAC (pouvoir M. Karim OUMEDDOUR), M. Nicolas DÉLOLY (pouvoir M. Julien CORNILLET), Mme Françoise CAPMAL (pouvoir M. Laurent LANFRAY)

Secrétaire de Séance : Mme Demet YEDILI

1.18 - VALIDATION DU PROTOCOLE TRANSACTIONNEL D'ENGIE POUR LE SOLDE DES RELATIONS COMMERCIALES ANTÉRIEURES AU 1^{ER} OCTOBRE 2020 DANS LE CADRE DE LA LIVRAISON DE GAZ DE VILLE ET D'ÉLECTRICITÉ À LA VILLE DE MONTÉLIMAR

Monsieur Norbert GRAVES, Conseiller Municipal, Rapporteur, expose à l'assemblée :

La loi N° 2010-1488 dite loi NOME (Nouvelle Organisation du Marché de l'Électricité) du 7 décembre 2010 et la loi N° 2014-344 relative à la consommation du 17 Mars 2014 ont imposées, aux entreprises et aux collectivités considérées comme de gros consommateurs d'énergies, de recourir à des procédures de mise en concurrence de plusieurs fournisseurs au titre de la « Fin des tarifs réglementés » qui étaient jusqu'alors gérés par un concessionnaire unique par énergie.

Conformément à ces dispositions, la ville de Montélimar a procédé à la mise en place de marchés d'acquisition d'énergies pour le gaz de ville en 2015 et pour l'électricité, dans le cadre d'un achat groupé avec différentes collectivités de la Drôme organisé par le SDED (Syndicat départemental d'Électricité de la Drôme), en 2016.

La société GDF SUEZ, devenue par la suite ENGIE, a été désignée lauréate du marché de fourniture de Gaz de Ville pour la période 1^{er} Juillet 2015 – 30 juin 2017 et lauréate du marché de fourniture d'Électricité pour la période du 1^{er} Janvier 2016 au 31 décembre 2016.

La transition vers ces nouveaux modes d'acquisitions et l'arrêt des contrats aux tarifs régulés a complexifié la gestion par le titulaire du marché.

En conséquence la ville de Montélimar a été amenée à contester l'interprétation de l'application par ENGIE de clauses des marchés notamment d'interprétation de marchés et l'application de taxes réglementaires, et des erreurs dans les transferts de contrats.

Au 1^{er} Octobre 2020, il résultait en particulier de ces contestations, une somme réclamée par ENGIE de 45117,03 € TTC (Quarante-cinq mille cent dix-sept euros et trois centimes) pour les marchés d'acquisitions d'énergies.

Aussi pour mettre fin à cette situation et régler le différend, la ville de Montélimar et la société ENGIE se sont rapprochées afin de parvenir à un règlement amiable du litige par la mise en place d'un protocole conformément à l'article 2044 du Code civil et à la circulaire du 6 Avril 2011 relative au développement du recours à la transaction pour régler amiablement les conflits.

En conséquence, l'accord transactionnel aboutit au versement par la ville de Montélimar d'un montant de 25 914,64 € TTC (vingt-cinq mille neuf cent quatorze euros et soixante-quatre centimes) à la société ENGIE au titre de solde de tout compte et à l'abandon par ENGIE de toute autres prétentions financières au titre de pénalités, préjudice ou intérêts financiers sur la période antérieure au 1^{er} octobre 2020.

LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2121.21 et L. 2121.29

Vu l'article 2044 du Code civil,

Vu la circulaire du 6 Avril 2011 relative au développement du recours à la transaction pour régler les conflits,

Vu le projet de protocole signé par ENGIE le 10 Novembre 2020,

Après avoir entendu l'exposé précédent,

Après en avoir délibéré, **À L'UNANIMITÉ DES VOTES DES MEMBRES PRÉSENTS ET REPRÉSENTÉS**

DÉCIDE :

- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant à signer le protocole susvisé visant au règlement amiable du différend survenu avec la société ENGIE,

- **DE CHARGER** Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous les documents afférents et à prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération qui peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux (2) mois à compter de sa transmission au représentant de l'État dans le département et de sa publication.

Ainsi fait et délibéré, les jours, mois et an que dessus,

Ont signé les membres présents,

Suivent les signatures.

POUR EXPEDITION CONFORME

Fait en Mairie, le 22 décembre 2020

Pour le Maire, par délégation
Le Conseiller Municipal

Norbert GRAVES

N

